

## Tout changer pour que rien ne change Renaissance hors PQ de l'alliance souverainiste droite-gauche ?

Le dirigeant du SPQ-libre et de L'Aut'Journal ne cache pas son enthousiasme à la perspective d'une renaissance de l'alliance souverainiste droite-gauche :

« Mercredi soir dernier [19/10/11], les députés péquistes démissionnaires et aujourd'hui indépendants Louise Beaudoin, Pierre Curzi et Lisette Lapointe participaient à une assemblée publique de Québec solidaire sur le thème "un pays de projets". Louise Beaudoin était même sur l'estrade avec Françoise David pour animer la rencontre. Mais la surprise de la soirée était la présence des députés péquistes Sylvain Pagé et Stéphane Bergeron qui avaient préféré participer à cette assemblée plutôt qu'au caucus de leur parti. On peut y voir une conséquence du sondage désastreux de mardi dernier, publié dans *Le Devoir*. Avec la participation du futur parti de Sirois-Legault, le PQ chute à 18% et QS à 7%. La CAQ remporterait l'élection haut la main avec 36% des suffrages. [...] Espérons que le geste des députés indépendants et des deux députés péquistes de faire les premiers pas vers Québec solidaire est annonciateur de futures initiatives qui vont permettre de présenter un front uni, quelle que soit la forme qu'il prendra, et d'un réveil et d'une implication des organisations syndicales sur la scène politique. » (Pierre Dubuc, [Péquistes et indépendants à Québec solidaire](#), L'Aut'Journal, 21/10/11)

L'astuce, pour nier le caractère interclassiste de cette possible alliance, est de prétendre que le PQ est dorénavant *progressiste* puisque la droite en serait sortie pour aller diriger et peupler la CAQ de François Legault. À remarquer, qu'on pourrait prétendre que la gauche souverainiste en était auparavant aussi sortie pour aller vers Québec solidaire. Comment alors expliquer que SPQ-libre soit toujours au PQ ? Mais peut-être est-ce vrai pour la droite ?

Jusqu'à la crise des démissions de la bande des quatre députés indépendantistes du caucus, le PQ oppositionnel depuis 2003 ne reniait nullement le PQ gouvernemental post-référendaire clairement néolibéral. Encore en janvier 2011, la chef péquiste n'en démordait pas : « Mme Marois a attaqué le gouvernement sur ce qu'elle a qualifié des "trois D" : "Dettes, déficit et dépenses sur tous les fronts" ». (Le Devoir, [Le PQ enfourche le cheval de l'économie](#), 28/01/11). Même le 6 mai dernier, après l'élection fédérale mais avant la démission de la bande des quatre, la chef péquiste discourait devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain sous le thème « [a]gir pour créer de la richesse » (PQ, [Pauline Marois devant la Chambre de commerce...](#), 7/05/11). Depuis, Le PQ a amorcé un virage à gauche en courtisant tant le mouvement contre les gaz de schiste ([Site du PQ, 18/06/11](#)) que celui étudiant contre la hausse des frais de scolarité ([Site du PQ, 18/08/11](#)) que de tendre des perches au mouvement contre le *free mining* et pour des redevances minières plus importantes ([Le Devoir, 12/08/11](#)) et à celui plus diffus, dont fait partie Mobilisation Turcot, pour le transport public à Montréal ([Site du PQ, 24/08/11](#)).

Le CAQ bloquant l'accès à l'électorat de l'ADQ, le PQ affaibli désormais regarde du côté de Québec solidaire et chasse sur ses terres. Le système uninominal à un tour, qui sera celui des prochaines élections, oblige pratiquement à leur coalition formelle ou informelle pour avoir au moins une chance de former l'opposition officielle. En termes électoralistes, on n'en sort pas. L'électoralisme a cependant un prix, celui de sacrifier la lutte pour l'indépendance comme fer de lance programmatique. Car l'indépendance est une rupture sociale passant par un dur affrontement avec les forces fédéralistes de l'axe Wellington Street / Bay Street / Square Victoria. La mobilisation sociale pour faire face à des « *trous noirs* » (Jean Charest) et des « *turbulences* » (Pauline Marois) est incompatible avec l'*isoloir* électoraliste qui ne peut, dans les meilleurs des cas, que surfer sur les grands mouvements de grèves, de blocages et d'occupations. Cette mobilisation pour l'indépendance exige cependant de la définir à gauche. Le *p'tit Canada* péquiste du *flag sur le hood* ne ralliera jamais dans la rue ni la jeunesse cosmopolite d'*Occupons-Montréal* ni les indignées francophones d'âge mûr du Mouvement du 24 septembre.

Dans l'actuelle conjoncture, que faire pour prendre ce virage indépendantiste de gauche. L'article ci-contre tente d'y répondre.

**Marc Bonhomme, 22 octobre 2011**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

Article pour le numéro d'automne d'Unité ouvrière

## **Québec solidaire cache son programme pendant que Legault déploie le sien**

Durant l'émission « *C'est bien meilleur le matin* » du 6 octobre de la radio de Radio-Canada, le chroniqueur du Devoir, Michel David, affirmait qu'« *Amir Khadir serait à l'origine de la relance [d'un rapprochement entre le PQ et Québec solidaire]* ». Selon le chroniqueur, il serait « *celui qui pousse le plus fort* » dans cette direction » bien qu'« *Amir Khadir [ait] frappé un mur* » au dernier congrès de mars 2011. Effectivement, ce congrès ne datant que de sept mois a résolu, suite à un débat préalable dans les instances de base et sur le plancher du congrès, que « *QS ne négocie aucun pacte tactique ou alliance stratégique pour la prochaine campagne électorale...* ». Ne cherchez pas cependant confirmation de cette résolution cruciale sur les alliances sur le site web de Québec solidaire. Elle n'y est pas, pas plus que l'ensemble des résolutions de ce congrès dont la priorité était pourtant de voter la partie du programme concernant l'économie, l'écologie et le travail, résolutions destinées par définition au grand public et concernant, de plus, des questions capitales en ces temps de crises économique et écologique.

### **Un programme antilibéral... secret**

Le congrès a voté pour une réduction de 40% des gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 — en rupture avec les 25% du PQ et 20% des Libéraux — par rapport à 1990 et de 95% d'ici 2050 avec disparition de l'usage des énergies fossiles d'ici 2030. Il a voté le renoncement aux moyens du capitalisme vert (bourses et taxe du carbone, agrocarburants, stockage du carbone, géo-ingénierie, nucléaire), ce qui le démarque nettement des PQ/PLQ/ADQ/CAQ. Pourtant, jamais la direction du parti n'a dénoncé le marché du carbone proposé par le PLQ et secondé par le PQ et la CAQ. Dans le secteur de l'énergie, des mines et des forêts, le congrès a voté que « *les entreprises du domaine de l'énergie [...] [l']industrie minière [...] l'industrie forestière devrait être placée sous contrôle public (participation majoritaire de l'État)...* ». À l'occasion des multiples critiques du Plan Nord, cette position de contrôle majoritaire des industries des ressources naturelles n'a jamais été invoquée.

Le congrès a voté l'interdiction des lock-out et le droit à la grève politique et à la grève de solidarité. Jamais ces positions n'ont été invoquées lors du lock-out des postiers. Pas plus que celles sur la question de la lutte contre le chômage et la pauvreté, avec ses implications démocratiques et écologiques,

« *...QS propose d'adopter une politique de plein emploi... [...] Réduire immédiatement la semaine normale de travail à 35 heures pour la ramener graduellement à 32 heures avec possibilité alternative de prolonger les vacances. Le tout sans perte de rémunération avec embauche proportionnelle et sans intensification du travail... »*

En ce qui concerne les fermetures de lieu de travail et les congédiements massifs, « *[u]ne mise à pied importante ou une fermeture d'entreprise devront être étudiées et approuvées ou refusée par une instance gouvernementale...* ». On reconnaît « *le droit aux employés de former une coopérative en cas de délocalisation de l'entreprise sans indemnisation à l'employeur [Je souligne]. [...] De plus, ces entreprises devront restituer les fonds de pension accumulés par les employés concernés.* » À la mi-juillet, la compagnie IQT Solutions fermait sauvagement ses trois centres d'appel au Canada dont deux au Québec. Reniant le programme, la direction du parti n'a pas trouvé mieux, au-delà des larmes de crocodiles, que de se féliciter de l'intervention de la ministre du Travail Libéral qui « *semble prendre la situation au sérieux* ».

La direction nationale ne tient aucun compte non plus de la résolution adoptée par le comité de coordination de la région de Montréal en mai dernier sur le dossier Turcot-Champlain et de ses implications plus générales :

« *Nous réclamons un moratoire sur [tout projet de construction ou de reconstruction] jusqu'à la tenue d'une enquête publique sur l'industrie de la construction et le financement des partis politiques. Un mécanisme transparent de contrôle des appels d'offre et des octrois de contrats/sous-contrats doit être mis en place et supervisé par un comité de vigilance.* » [À la lumière du rapport Duchesneau, il faudrait sans doute ajouter une reconstruction de l'expertise gouvernementale non seulement pour la planification, la conception, l'encadrement et la surveillance des travaux — quitte à nationaliser une grande firme de génie-conseil — mais aussi pour la majorité des travaux d'entretien et une partie significative de la construction des nouvelles infrastructures.]

« *...il faut viser la gratuité des transports en commun dans la grande région métropolitaine en abaissant les tarifs par palier sur une période de dix ans. [...] Le financement du transport public [...] ne doit pas se faire par l'augmentation ou l'imposition de nouveaux tarifs tant pour les usagers que pour les automobilistes (péages, taxe sur l'essence, frais d'immatriculation, etc.). Il doit se faire par la fiscalité générale comme pour les autres services publics tels la santé et l'éducation et pour les mêmes raisons de justice fiscale.*

*L'ensemble du transport en commun au Québec doit migrer vers l'électricité. [...] Les sources de cette énergie ne doivent pas venir de nouveaux barrages. L'augmentation de la demande en électricité doit être comblée par les énergies vertes et l'efficacité énergétique.*

« [Tout projet] *devra être préalablement approuvé par un comité populaire paritaire femme-homme composé des experts habituels et des représentantEs des comités citoyens concernés et des groupes environnementaux, et de leurs experts. Le projet du comité populaire devra être approuvé par un référendum [dans la zone géographique concernée].* »

## **La bourgeoisie modernisatrice pousse sur la CAQ à toute vapeur**

Pendant que la direction de Québec solidaire cache son programme, la CAQ déploie à pleines voiles son projet réformateur, *obamiste* et *blairiste* tout à la fois. Celui-ci est clair, précis et chiffré au besoin... tout envoyant sous le tapis les questions nationale, écologique et démocratique. La bourgeoisie modernisatrice — celle de la santé, de l'aérospatiale, de la télé-informatique mais aussi de la transformation des ressources — a besoin d'une main d'œuvre bien formée et d'un État qui prend sur son dos les risques de la recherche-développement. La CAQ le lui livre. La bourgeoisie modernisatrice veut une gouvernance étatique à la mode de l'entreprise privée mais sans encourir les risques d'un marché global en peau de chagrin susceptible d'écraser Québec Inc. entre les ÉU et la Chine. La CAQ récuse les froides privatisations et peut-être même les PPP en faveur d'un État développeur et acheteur de produits et services.

La CAQ répond à la hantise de la bourgeoisie de constater l'incapacité de son parti référence, les Libéraux, de remonter la pente après avoir mis au pas les syndicats du secteur public, ce qui était la tâche essentielle qu'attendaient d'eux la bourgeoisie. Le fraction bourgeoise la plus moderniste s'inquiète de l'enlèvement de leur parti dans la corruption généralisée qui va jusqu'à de la cristallisation d'un système de capitalisme des copains (*crony capitalism*) qui est aussi un capitalisme comprador de l'exportation des ressources brutes par ou en étroite collaboration avec le capital hors Québec. La priorité accordée au développement des ressources naturelles, avec ses sur-profits rentiers, ne peut que renforcer la collusion entre copains et la corruption de l'appareil d'État pour cause de la construction d'infrastructures nordiques et de cadre législatif et réglementaire à l'avenant.

Pour la bourgeoisie toute azimut, le PQ n'est plus l'alternance acceptable qu'il était. Elle a certes été impressionnée par le zèle pro-ALÉNA du PQ dans les années 80 puis par celui néolibéral dans les années 90 – début 2000. Là où cependant le bât blesse est l'ambiguïté indépendantiste du PQ qui pourrait entraîner la bourgeoisie dans un engrenage référendaire pour une troisième fois, malgré la bonne volonté de la « *gouvernance souverainiste* » de sa direction mise à mal par la base militante indépendantiste prête à jouer le grand jeu du claquage de portes comme au temps de « *l'affirmation nationale* » de l'après-Lévesque et de l'avant-Parizeau.

La CAQ de François Legault, pour se tailler rapidement une place à force de bras, n'a pas peur de miser sur la volonté du peuple québécois de se doter d'un projet de société alternatif — ce qu'a révélé en plein jour la vague orange — projet qu'elle lui explique en toute transparence, pédagogiquement et en mettant cartes sur table. « *Et comme il vogue dans les sondages, attirant, avec ses propos de droite, les mêmes Québécois qui ont opté pour le NPD au fédéral! Incohérence dans un sens, continuité dans l'autre: Legault, comme Layton, aborde des sujets qui touchent de très près au quotidien des gens.* » (Josée Boileau, éditorial, [Parti québécois — Sur le terrain](#), Le Devoir, 26/08/11).

## **L'indépendance pour se libérer de la Cour suprême et des banques**

Quelle pourrait être la riposte de Québec solidaire à cette offensive politique de la droite ? D'abord et avant tout cesser de cacher les éléments antilibéraux et anticapitalistes du programme et les révéler au grand jour, à la mode de Legault de la CAQ, tout comme les points d'orgue de la résolution Turcotte-Champlain et certains éléments de la plate-forme électorale de 2008 comme la gratuité scolaire et la construction de 10 000 logis sociaux écologiques par année sur cinq ans. Pour convaincre le peuple québécois que le parti est prêt à gouverner, ou à simplement constituer l'opposition officielle, il ne suffit pas de dénoncer à tour de bras et encore moins de faire des alliances avec un PQ moribond féru de politiques néolibérales et ayant jeté par-dessus bord toute stratégie indépendantiste. Quant au populisme, il a perdu l'ADQ comme parti crédible, même s'il s'agit avec la direction de Québec solidaire d'un populisme de gauche.

Il ne sert à rien de faire campagne sur « *un pays de projets* » mais plutôt de présenter haut et fort son *projet de société* pour « *dépasser le capitalisme* » comme titrait le manifeste du premier mai 2009 de Québec solidaire même si son contenu réellement existant n'accouchait que d'une souris sociale-libérale. Il ne sert à rien non plus de s'enfermer dans la triptyque élections / assemblée constituante / référendum qui bat le PQ sur le terrain de l'étapisme électoraliste. Cette stratégie remet toute rupture aux Calendes grecques et laisse tout le temps à l'adversaire d'organiser la répression à la mode d'Octobre 70 ou de la crise d'Oka de l'été 90. Qu'il faille en passer par là, sans doute, mais ce ne serait que le glaçage sur le gâteau dont la farine est la grève prolongée de masse sans laquelle les dictatures tunisienne et égyptienne n'auraient jamais été renversées

Au Québec, le fer de lance d'un *projet de société* de gauche est depuis longtemps l'indépendance mais non pas l'indépendance nationaliste réduite essentiellement aux questions constitutionnelle et linguistique qui demeurent, bien sûr, essentielles. Une telle indépendance unijambiste finit par s'effondrer la face par terre comme ce fut le cas en 1980 et en 1995. Une indépendance antilibérale et anticapitaliste marche, quant à elle, sur deux jambes : une indépendance certes pour se débarrasser de la Cour suprême, qui comme la tour de Pise penche toujours du même bord, mais aussi et surtout une indépendance pour exproprier les banques qui à la fois portera un coup mortel à l'ennemi de classe dont le système financier est le cerveau — ce qui explique la popularité du mouvement *Occupy Wall Street* — et donnera au peuple québécois les moyens de ses politiques de services publics, de redistribution de richesse et, *last but not least*, d'une révolution écologique.

## **Marc Bonhomme, 10 octobre 2011**

Membre de la coordination de la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve de Québec solidaire et son représentant au comité de coordination de la région de Montréal. (À titre d'information)

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)